

- Nouvelles des Églises adventistes**
- 2 Silver Spring, Maryland, États Unis - L'âge avancé des pasteurs pourrait avoir une incidence sur l'avenir du personnel
- Fédération protestante de France**
Paris, France - Création de l'Église protestante unie de France
- 3 France
- Orléans, France – Congrès national de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France
- 4
- Christianisme international**
Nairobi, Afrique - Un théologien pointe les corrélations entre christianisme et religion traditionnelle africaine
- 5
- Genève, Suisse – Conséquence de la faiblesse de l'euro pour la Communion mondiale des Églises réformées (CMER).
- 6
- Liberté religieuse**
Punta Cana, République dominicaine – Congrès mondial pour la Liberté religieuse
- 7
- Œcuménisme**
Canton de Vaud, Suisse – Journée à Saint-Loup : Ensemble pour le Canton de Vaud et l'Europe
- 8
- Service de presse adventiste**
(Service de communication adventiste francophone)
BP 100
30, avenue Émile-Zola
77193 Dammarie-lès-Lys Cedex, France
- Rédaction :**
Tél. : 01 64 79 87 00
Fax : 01 64 79 87 19
E-Mail : communications.ufb@adventiste.org
- Les communiqués peuvent être reproduits avec mention de la source : BIA
- Site web :** www.adventiste.org
- Directeur de publication**
Jean-Paul BARQUON
- Rédaction**
Jean-Paul BARQUON
- Correspondants**
Dominik FRIKART
Émanuel LOPES
Michel MAYEUR
Christophe MICHEL
- Secrétariat administration**
Dina LAMBERT

Nouvelles des Églises adventistes

(ANN/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Silver Spring, Maryland, États Unis - L'âge avancé des pasteurs pourrait avoir une incidence sur l'avenir du personnel

Une recension de la démographie pastorale aux États-Unis a révélé que 50% des pasteurs actuellement en exercice, vont atteindre l'âge de la retraite dans une dizaine d'année.

Cette découverte incite les responsables de l'association pastorale à envisager plusieurs scénarios afin de parer à cette éventualité.

L'Église adventiste envisage-t-elle d'embaucher toute une nouvelle équipe afin de remplacer ceux qui partiront à la retraite ou va-t-elle encourager ceux qui sont en activité à prendre leur retraite plus tard que prévu ? Chaque option comporte des avantages et les dirigeants de l'Église s'accordent à dire qu'ils examineront une combinaison des deux options.

Selon l'administration américaine de la sécurité sociale, l'âge de la retraite pour l'année 2022 est fixé à 66 ans et demi.

Le choix de maintenir les pasteurs au-delà de l'âge de la retraite, c'est-à-dire jusqu'à environ l'âge de 70 ans, permet de conserver des pasteurs d'expérience au sein de l'Église. Cela occasionne aussi une séparation inter générationnelle avec les jeunes adultes et les adolescents qui sont aussi appelés à servir l'Église comme leurs aînés. Cependant, cette démographie n'est pas énorme. Les dirigeants font ressortir que l'âge moyen d'un adventiste en Amérique du Nord est de 56 ans.

La façon dont les dirigeants vont s'y prendre pour remédier à cette situation, pourrait avoir un impact sur tout, en commençant par les modalités de recrutement, la politique de la rémunération, les cours de théologie et les besoins culturels des diverses congrégations régionales. Tous les services des ministères de développement et de soutien seraient amenés à être revus. « *Nous réfléchissons sur la manière d'avoir des pasteurs de qualité, face à cette opportunité qui se*

présente à nous, » a déclaré **Dave Gemmell**, un directeur associé à l'Association pastorale pour la Division Nord-Américaine (NAD).

Les dirigeants vont explorer la manière de renouveler leurs efforts de recrutement. La manière de sponsoriser plus de diplômés pour leur formation en théologie et la manière de développer le récent Conseil pour l'Éducation au Ministère. Tout récemment, la Division Nord-Américaine était la seule des 13 divisions administratives à ne pas avoir ce Conseil. Ce Conseil fournira une formation supplémentaire pour les pasteurs en fonction.

Les dirigeants de l'Église ont noté que les statistiques sur l'âge de la retraite, n'incluaient pas les fédérations, les unités administratives de l'Église, qui supervisent les congrégations Afro-américaines au Centre et à l'Est des États-Unis. Il y a 9 fédérations régionales au sein des 58 fédérations que compte cette Division. Environ 25% des membres de cette Division font partie des fédérations régionales.

La Division Nord-Américaine compte environ 3 460 pasteurs consacrés et 230 pasteurs autorisés. Il y a 920 pasteurs diplômés, qui ont terminé leurs études théologiques et attendent leur consécration.

Plus d'un million de membres que compte la Division Nord-Américaine vivent aux États-Unis, au Canada, dans les Bermudes et les îles du Pacifique Nord dont la Mission de Guam-Micronésie.

Relever le défi que représente le recrutement futur de personnel aux États-Unis offre également des opportunités permettant d'examiner d'autres facteurs quant à l'embauche des pasteurs. Ceux qui sont à la tête de l'Association pastorale déclarent qu'ils voudraient voir les rémunérations s'aligner sur les qualifications académiques des candidats. Actuellement, les salaires pour un pasteur détenant un doctorat sont les mêmes que pour ceux qui n'ont aucune qualification académique. Ce fait pourrait amener les officiels de la Division Nord-Américaine à envisager un réajustement de la politique des salaires.

« *Je pense qu'ils devraient le faire, »* a déclaré **Denis Fortin**, doyen du Séminaire

adventiste de Théologie, de l'université d'Andrews, à Berrien Springs dans le Michigan. Mais cette décision appartient aux dirigeants des fédérations, des unions et de la Division.

D. Fortin a déclaré qu'une tendance qui s'est instaurée durant la dernière décennie, était d'embaucher des pasteurs n'ayant pas de maîtrise en théologie, et quelquefois même des pasteurs n'ayant aucun diplôme. Un professeur de séminaire a déclaré qu'une étude qui avait été faite, il y a plusieurs années, a révélé qu'en moyenne 4 pasteurs, au sein des fédérations locales, n'avaient pas de diplômes.

La pratique qui est d'occuper un poste pastoral vacant par un employé biblique qui a effectué une formation de plusieurs semaines, est en fait en contradiction avec les statuts du règlement de travail de la Division Nord-Américaine. « *Pourquoi le ministère pastoral n'exigerait pas une éducation solide et correcte alors que dans toutes les autres professions en Amérique du Nord, on exige une éducation bonne et solide que ce soit pour le métier d'avocat ou dans le domaine médical ?* » a demandé **D. Fortin**. « *Un moyen pour mettre en vigueur la politique de recrutement actuel,* » a-t-il ajouté, serait d'exiger une formation théologique avant d'envisager la consécration.

D. Fortin a déclaré que le programme du séminaire comptait 350 à 400 élèves inscrits, dépendant du semestre et environ 100 diplômés chaque année. Les dirigeants d'Églises estiment qu'il faudrait 200 pasteurs par an pour occuper les futurs postes vacants. « *Le séminaire continue à faire l'expérience d'une démographie fluctuante. Presque 20% des élèves inscrits sont des femmes, comparé aux 15% d'il y a dix ans* », a-t-il ajouté.

La démographie ethnique des étudiants a également connue une légère fluctuation. Les caucasiens sont toujours l'ethnie prédominante, de l'ordre de 35 à 40%, mais selon **D. Fortin**, ce chiffre est en baisse, car il y a dix ans, il s'élevait à 50%. « *Un tiers sont des noirs, 15% hispaniques et 12% asiatiques.* »

Une autre question que les officiels de la Division devraient revoir concerne le financement des cours. **Walt Williams** déclare qu'il a observé un changement durant les 10 dernières années : Les fédérations embauchaient ceux qui avaient terminé la théologie et les sponsorisaient pour leur internat, à présent ils embauchent, de plus en plus, ceux qui ont déjà fait le séminaire.

W. Williams a déclaré qu'il espérait voir les dirigeants des fédérations continuer à employer et à former des jeunes pasteurs en ayant une vision à long terme.

Fédération protestante de France

(Daniel Cassou/ERF/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Paris, France - Création de l'Église protestante unie de France

Au terme du processus d'union débuté en 2007, l'Église évangélique luthérienne de France et l'Église réformée de France ont voté la création de l'Église protestante unie de France. Cette décision a été prise à une quasi unanimité, lors de leur synode commun le vendredi 18 mai 2012 à Belfort. Les 220 délégués venus de toute la France ont donné une réalité juridique à l'Église protestante unie de France, en adoptant ses textes constitutionnels.

Au cours de l'année à venir, les paroisses et les régions adapteront leurs structures à cette nouvelle réalité.

L'Église protestante unie de France vit de la confiance reçue de Dieu et partagée. Elle veut être une Église qui atteste de sa foi, une Église de témoins, une Église confessante.

Le premier synode national de l'Église protestante unie de France se tiendra du 9 au 12 mai 2013 à Lyon, et rassemblera un millier d'invités et de délégations étrangères. Toutes les paroisses seront invitées à célébrer un culte d'inauguration en juin 2013.

(FEEBF/FPF/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
**Orléans, France – Congrès national de la
Fédération des Églises évangéliques
baptistes de France**

Plus de 400 personnes (dont 300 délégués) se sont retrouvées du 17 au 19 mai à la salle des fêtes de Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans pour le Congrès de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France.

Le thème « *Ensemble, porteurs d'espérance !* » a permis aux congressistes de s'enrichir des réflexions spirituelles, témoignages, perspectives d'avenir.

Le sociologue et bibliste **Frédéric de Coninck**, au cours d'une conférence, a partagé sa vision de l'espérance, son contenu et son vécu. Des ateliers ont ouvert des perspectives sur l'amélioration de la vie fédérative de cette institution bien impliquée dans le dynamisme protestant français.

Le Congrès s'est terminé le samedi 19 mai par la traditionnelle session des vœux (résolutions) puis, pendant le culte de clôture, par la reconnaissance de 8 nouveaux pasteurs (dont 3 femmes).

Cette année, les vœux ont été marqués par le drame de Stains...et l'interpellation de Claude Baty, président de la Fédération protestante de France (FPF), en début de Congrès afin que les Églises « installées » apportent leur aide aux communautés nouvelles qui rencontrent de grosses difficultés de locaux en région parisienne et ailleurs en France. Autre sujet en lien avec la FPF : l'encouragement à la création d'un service interreligieux et la volonté clairement affichée que la FEEBF s'y investisse. D'autres vœux ont évoqué le contexte politique et électoral de notre pays...

Vœu n°1

Le Congrès de la Fédération des Églises Évangéliques Baptistes de France ayant conscience des difficultés que rencontrent de nombreuses Églises à trouver des locaux adaptés à leurs besoins, demande au Conseil de signifier son vif soutien à la Fédération Protestante de France :

- Dans son interpellation des pouvoirs publics afin de trouver des solutions à ces situations parfois dramatiques ;

- Dans son interpellation à ses Églises-membres afin qu'elles soient toujours disposées à apporter leur aide aux Églises qui auraient des difficultés à trouver des locaux et à celles qui voudraient s'implanter dans une zone géographique avoisinante. Cette aide pourrait être sur le plan technique, administratif et juridique, dans la limite de nos compétences, ainsi que pour faciliter le contact avec les pouvoirs publics locaux.

Vœu n°2

Dans le contexte électoral actuel et au regard des tensions apparues lors de la campagne présidentielle jusque dans nos Églises, le Congrès de la Fédération des Églises Évangéliques Baptistes de France demande au Conseil de proposer une parole d'Évangile au cœur de la Cité, parole d'apaisement, afin que les Églises la relaient.

En prière, en parole et en actes, nous voulons promouvoir un dialogue citoyen nourri de sérénité, d'écoute et de respect mutuel selon l'espérance qui nous anime et dont nous sommes porteurs.

Vœu n°3

En lien avec le Défi Michée – Stop Pauvreté 2015 et ce, malgré la crise qui frappe actuellement l'Europe et notamment la France, le Congrès de la Fédération des Églises Évangéliques Baptistes de France appelle le Conseil, par exemple via le CNEF et la FPF, à :

- Interpeller le nouveau Président de la République française, afin que la France tienne ses engagements pris en l'an 2000 à l'ONU lors de la Déclaration du Millénaire (déclinée en 8 Objectifs Millénaires pour le Développement), en particulier concernant l'Aide Publique au Développement (APD), afin d'atteindre une Aide qui corresponde aux 0,7 % du RNB promis.
- Encourager le gouvernement français à poursuivre la promotion au niveau national et international d'une Taxe sur les Transactions Financières internationales dont les bénéfices iraient à l'Aide au Développement et s'ajouteraient à l'APD.

Christianisme international

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Nairobi, Afrique - Un théologien pointe les corrélations entre christianisme et religion traditionnelle africaine

Les missionnaires sont parvenus à diffuser le christianisme en Afrique à une époque où les religions tribales étaient ignorées ou méprisées. Cependant, selon une nouvelle édition du livre *Concepts of God in Africa (Les conceptions de Dieu en Afrique)*, le christianisme a bénéficié de certains aspects de la religion traditionnelle. Cinq cent cinquante peuples et langages africains y sont recensés.

En plein XIXe siècle, un missionnaire demande à des africains de Zanzibar de lui dire quelque chose sur leur Dieu.

Ils répondent tout simplement : « *Dieu fulmine !* » L'homme avait traversé les mers pour parler de Dieu aux « *païens sans religion* » ou aux « *peuples pratiquant une religion primitive* ».

Cette scène, **John Samuel Mbiti**, universitaire et théologien, la raconte dans son ouvrage qui vient d'être réédité. Il y explique, en détail, comment les africains imaginent Dieu et le lien qu'ils ont avec lui dans tous les aspects de leur vie. « *La culture africaine est construite sur la tradition orale (et symbolique) et se transmet ainsi. Mon livre est une minuscule portion de cette tradition* », a déclaré M. Mbiti au correspondant d'ENInews, ajoutant que l'ouvrage lève le voile sur la richesse de la conception de Dieu en Afrique.

Il établit que la religion africaine partage avec les traditions chrétienne et juive de nombreuses caractéristiques communes qui ont contribué à l'expansion rapide du christianisme. Ainsi, M. **Mbiti** affirme que les traductions de la Bible se servent de mots africains pour désigner Dieu.

Les bibles sont arrivées en Afrique en anglais ou en français et ont été traduites dans les dialectes locaux par des érudits et des théologiens autochtones. Le livre donne l'exemple de la tribu Yoruba, au Nigeria, où le mot pour Dieu est « *Olodumare* », c'est-à-

dire le Tout-Puissant.

« *Inévitablement, cela favorise l'interaction entre les deux traditions religieuses. La religion africaine dit oui à la tradition biblique et l'accommode de bon cœur, et de son côté, la tradition biblique dit oui aux éléments similaires dans la religion africaine* », explique M. **Mbiti** dans la préface de son livre.

Le livre est publié par Acton Publishers à Nairobi. La première édition avait été publiée à Londres en 1970 par l'Association de promotion de la connaissance chrétienne (SPCK), mais elle était épuisée. Publiant des ouvrages depuis 1698, la SPCK, à Londres, est la plus vieille organisation missionnaire anglicane.

Cette seconde édition s'intéresse à 550 peuples et langages africains, soit 250 de plus que la première édition. Elle recense 1 600 noms pour Dieu, y compris dans le plus jeune pays du monde, le Soudan du Sud, où le terme animiste est souvent employé pour désigner la religion d'une grande partie de la population. Il y existe néanmoins un nom traditionnellement utilisé pour désigner Dieu. La nouvelle édition contient par ailleurs des informations nouvelles, un plus grand nombre de mots désignant Dieu dans les langues africaines, ainsi qu'une bibliographie mise à jour, un index révisé et des annexes plus fournies.

Selon **Jesse Mugambi**, professeur de philosophie et d'études religieuses à l'Université de Nairobi, le livre confirme une nouvelle fois que le patrimoine culturel et religieux africain est fondé sur Dieu, un concept qui était jugé inexistant dans les religions traditionnelles.

« *Cet ouvrage invite à réévaluer le patrimoine culturel et religieux de l'Afrique et à lui accorder l'attention qu'il mérite* », a indiqué **Jesse Mugambi**, qui signe l'avant-propos du livre. « *Le christianisme progresse rapidement en Afrique et en Asie. Dans un contexte de méconnaissance des différentes visions du monde de la part du christianisme occidental, je pense que ce livre arrive à point nommé. Il constitue une contribution importante à la Renaissance africaine* », a-t-il affirmé.

Considérer que les interactions entre christianisme et religions traditionnelles africaines sont positives et non pas nuisibles est un processus complexe, mais

John Samuel Mbiti affirme dans son livre que ce processus est en cours. Il écrit : les deux traditions religieuses ont établi une relation profonde autour de leur élément fondamental – Dieu.

(ENInews/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Genève, Suisse – Conséquence de la faiblesse de l'euro pour la Communion mondiale des Églises réformées (CMER).

La faiblesse de l'euro par rapport au franc suisse pourrait contraindre la Communion mondiale des Églises réformées (CMER) de quitter Genève. La faitière s'installerait dans une ville moins chère. Elle doit aussi faire face à des Églises membres qui ne paient pas leurs cotisations.

« *Nous quittons ce lieu en sachant ce qui nous attend [...] Le chemin ne sera pas aisé, mais nous sommes déterminés à assurer l'avenir financier de la CMER, ce qui nous permettra de nous consacrer à l'accomplissement de la vision et du but que Dieu nous a tracés comme objectif missionnaire pour ce monde* », a déclaré le président de la CMER, **Jerry Pillay**. Il s'exprimait à l'issue des six jours de la réunion, qui s'est tenue dans la province indonésienne de Sumatra du Nord. Selon un communiqué de presse de la CMER, une grande partie des débats ont porté sur les questions d'ordre financier.

Le trésorier général nouvellement désigné, l'avocat allemand **Johann Weusmann**, a expliqué aux représentants des Églises membres de la CMER que les difficultés financières de l'organisation sont essentiellement dues à la faiblesse de l'euro par rapport au franc suisse. Le siège de la CMER se trouve à Genève, or la majorité des contributions financières qui alimentent le budget ordinaire de l'organisation sont libellées en euros.

M. **Weusmann** a, par ailleurs, mis en exergue un autre sujet de préoccupation. En effet, certaines Églises membres ont cessé de payer leurs cotisations, tandis que d'autres ne s'acquittent que partiellement de leurs cotisations annuelles.

Parmi les mesures adoptées par le comité exécutif afin de remédier à cette situation figure la création d'un groupe de travail

ayant pour tâche de préparer l'éventualité d'un déménagement vers une ville moins chère que Genève. La CMER cherche à réunir des fonds pour couvrir les frais d'une telle délocalisation. Les membres du comité exécutif ont en outre adopté une grille établissant pour chaque membre une contribution équitable permettant d'assurer le budget de base de la CMER.

Le comité exécutif a par ailleurs approuvé un projet de « *fonds de stabilisation* », l'objectif étant de mobiliser 10 millions de francs suisses (8,3 millions d'euros) d'ici à 2017. Pour la première année de cette campagne, la CMER s'est engagée à lever 400 000 francs suisses. Afin d'atteindre l'objectif global établi pour la CMER, le comité exécutif a également fixé des objectifs régionaux de mobilisation de fonds.

Stephens Lytch, président du Fonds de dotation de la CMER, admet que l'organisation s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de mobilisation de fonds. « *C'est un défi considérable, a-t-il reconnu. Mais nous sommes tous conscients de la nécessité d'élargir le champ d'activité de la CMER. Le comité exécutif a voté, à l'unanimité, la création du fonds de stabilisation et les membres se sont personnellement engagés à contribuer à sa réussite.* »

Au nombre des priorités de programme pour 2012-2013 figure aussi l'organisation d'un grand rassemblement international réunissant, outre la CMER, le Conseil pour la mission mondiale et le Conseil œcuménique des Églises. Prévus pour octobre au Brésil, cette réunion aura pour objectif de réfléchir à une nouvelle « *architecture financière* » mondiale plus fidèle aux valeurs chrétiennes de partage et de justice que le système actuel.

Dora Arce-Valentin, responsable du bureau « *Justice et partenariat* » de la CMER, a indiqué que cet événement vise à rassembler un certain nombre de penseurs de haut vol chargés d'envisager et de formuler des solutions pour remplacer le système économique et financier actuel, qui s'avère incapable de répondre aux besoins de l'ensemble du peuple de Dieu et de la création tout entière.

Le Comité exécutif a approuvé l'organisation prévue pour 2014 en Amérique latine, d'une session de formation à l'intention d'étudiants en théologie et de pasteurs récemment consacrés. L'Institut mondial pour la théologie (GIT) propose à des jeunes du monde entier des formations en œcuménisme mondial. Des sessions du GIT se sont déjà tenues en Afrique et en Amérique du Nord. Ce mois de juin, le GIT se réunit en Indonésie.

« *Le but du GIT est de permettre à de jeunes personnes d'approfondir leur identité réformée et leur approche théologique en relation avec des problèmes d'actualité, tels que les tensions interreligieuses, les contraintes économiques et la persistance de la tendance aux divisions dans nos Églises* », a déclaré le pasteur néerlandais **Bas Plaisier**, président du groupe de travail du comité exécutif en charge des questions de théologie, de communion (unité des Églises) et de mission.

Les Églises membres de la CMER représentent 80 millions de chrétiens dans 108 pays.

Liberté religieuse

(IRLA/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
**Punta Cana, République dominicaine –
 Congrès mondial pour la Liberté
 religieuse**

S'adressant à près des 900 délégués et invités du septième Congrès mondial de l'Association internationale pour la Liberté religieuse (IRLA), **Denton Lotz**, un pasteur baptiste très connu et président de l'association IRLA, a résumé le but de ce congrès de trois jours qui se tenait du 24 au 26 avril 2012 : « *Nous sommes rassemblés ici, parce que nous croyons que la liberté religieuse est un droit fondamental de chaque être humain !* »

Ce point de vue, n'était malheureusement pas partagé partout dans le monde, et il était donc d'autant plus important que ce congrès ait lieu, a déclaré **D. Lotz**. « *Il nous incombe de travailler tous ensemble afin de pouvoir vivre dans l'harmonie et en parfait accord.*

Nous n'avons pas besoin de guerres de religion » a-t-il ajouté à son auditoire composé de dirigeants chrétiens, musulmans, juifs et autres communautés.

Il était évident que la violence à l'encontre des croyants était un réel problème après avoir visionné une vidéo de présentation pour l'ouverture du congrès. On pouvait y voir des sentences de mort qui n'ont pas encore eu lieu, prononcées contre des chrétiens au Pakistan et en Iran. Ils étaient accusés d'avoir blasphémé. Il était également question d'assassinats, au Pakistan, d'officiels tels **Salman Tasser**, gouverneur de la province du Punjab et du ministre des minorités, **Shahbaz Bhatti**. Il était également fait mention de l'extrême répression religieuse qui régnait en Corée du Nord.

Le thème du congrès « *La Laïcité et la Liberté religieuse : conflit ou partenariat* » était un sujet ne touchant pas les pays où les persécutions ont cours,

D. Lotz était d'un avis différent. « *La plupart des gens dans le monde souffrent d'un manque de liberté religieuse. 70% de la population mondiale habite des pays où la répression religieuse est présente* » a-t-il déclaré.

S'adressant à un auditoire composé d'adventistes du septième jour, de mennonites, de catholiques romains, de baptistes, de mormons, de scientologues entre autres, le secrétaire d'IRLA, **John Graz**, a fait remarquer que le congrès mondial était un événement à multiples facettes. « *Ce congrès traite de la question de la liberté religieuse, mais elle n'est pas un événement religieux,* » a-t-il déclaré. « *Nous sommes ici, tous ensemble. Nous représentons diverses confessions, différentes religions et différentes églises, mais nous avons du respect les uns pour les autres.* »

Autour de ce thème « *La Laïcité et la Liberté religieuse : conflit ou partenariat* », les intervenants et les délégués tenteront de négocier les défis issus d'un monde de plus en plus hostile face à diverses formes d'expressions religieuses sur la place publique. Bien qu'en faveur d'une séparation entre l'Église et l'État, le président de l'IRLA, **D. Lotz**, a lancé un appel pour que la religion s'abstienne de suivre le modèle d'une société laïque.

« *Quand la religion se fait elle-même laïque, je crois alors que le plus grand défi qui se pose à la liberté religieuse est de savoir s'il faut laisser à la laïcité le soin de définir la croyance de la religion,* » a déclaré **D. Lotz** aux délégués. « *Quand nous permettons à notre foi de se laïciser afin de transcender le transcendant, elle perd de sa valeur,* » a-t-il ajouté.

D'après **D. Lotz**, « *La religion mourra si elle cesse de se focaliser sur Dieu pour se focaliser sur l'homme. La religion s'épanouit quand elle se focalise sur Dieu.* »

Dans une déclaration qui a été lue aux délégués, le président du pays, **Leonel Fernandez Reyna**, a formulé ses souhaits de bienvenue en République Dominicaine, « *un pays de liberté. La République Dominicaine est un lieu de liberté pour les chrétiens, les musulmans, les juifs et pour les personnes de toutes autres confessions.* »

Oécuménisme

(D Frikart/BIA) – Dammarie-les-Lys, France
Canton de Vaud, Suisse – Journée à Saint-Loup : Ensemble pour le Canton de Vaud et l'Europe

Le 12 mai 2012, une rencontre œcuménique sous l'égide du mouvement « *Ensemble pour l'Europe* » a eu lieu à la communauté de Saint-Loup. Cette manifestation a fait partie d'un grand événement européen organisé par divers mouvements et communautés chrétiennes. Comme plus de 150 autres lieux en Europe, dont 10 en Suisse, une liaison internet en direct avec Bruxelles a également été établie. Après les rencontres de Stuttgart en 2004 et 2007, c'était le troisième rassemblement d'*Ensemble pour l'Europe*. Les communautés et mouvements ecclésiaux s'y engagent pour la construction d'une Europe

des valeurs dans l'Église et la société. Pour une Europe plus large que l'Union européenne, les Églises chrétiennes en Suisse sont concernées. La base est l'appel du Christ dans l'Évangile « Que tous soient un ». Unité dans la diversité qui permet une présence plus large du Christ et un témoignage plus pertinent dans notre société. À l'occasion de cette belle journée de fraternité à Saint-Loup plusieurs ateliers étaient organisés sur le thème des « 7 oui ».

Oui à la protection de la vie ; **Oui** au mariage et à la famille ; **Oui** à la création ; **Oui** à une économie fondée sur la dignité humaine ; **Oui** à la solidarité avec les plus pauvres ; **Oui** à la paix ; **Oui** à la responsabilité sociale.

Laurent Wehri, Syndic de Montreux, député au Grand Conseil et chrétien convaincu a apporté sa pierre à l'édifice en montrant de manière convaincante que la peur de l'autre n'est pas bonne conseillère, il a cité la parabole du bon samaritain. Il a rajouté l'importance de ne pas éliminer nos différences au sein de la fratrie chrétienne. « *Ensemble ne signifie pas fusion, mais ouverture et collaboration* » « *Dans un climat d'insécurité, avec l'exclusion de l'autre, les chrétiens doivent dépasser les peurs* ».

Il a terminé son exposé en rappelant que les 12 disciples étaient de familles différentes. Le projet de Jésus tient ainsi compte de nos différences et de nos défauts.

La centaine de personnes présentes représentaient plus de 30 communautés à cette journée. Beaucoup ont apprécié d'être relié par internet avec Bruxelles dont les messages abordaient les thèmes suivants : *Faire face aux défis, la vision de l'Europe et l'engagement créatif des adolescents,...*

Cette journée de fraternité chrétienne s'est terminée par une célébration intercommunautaire, ainsi que par un repas canadien.

Commission paritaire
 Dépôt légal

1111 G 88583
 N° 79 – CAB – 019
 Préfecture de Seine-et-Marne

Abonnement
 d'un an

France 12 €
 Dom 13 €
 Tom 15 €
 CEE et Suisse 18 €
 Autres pays et abonnement en cours d'année :
 nous consulter.

Règlement

Au nom du « BIA »
 CCP – La Source 46 727 83 C